

Prolétaires de tous les pays, unissez vous!

# La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 40

p.a.f. 0,60 € - février 2014

---

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

---

# Préparer les lutttes de demain

Dans ce numéro:

*Le patronat écrit le programme du futur gouvernement*

*Les entreprises licencient, le gouvernement fait la chasse aux chômeurs*

*Les droits des femmes en danger :  
une attaque contre l'ensemble de la classe ouvrière*

*Grève dans les services d'aide à la jeunesse*

*AGC, Saint Gobain, Home Market, ING :  
des licenciements pour enrichir les capitalistes*

---

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

---

## Multinationales : ça gaze pour eux...

### Il est urgent de contrôler les comptes des entreprises

D'après L'Écho, Electrabel aurait grugé les consommateurs, les communes et le fisc en achetant le gaz plus cher à sa maison mère GDF Suez.

Rien que pour 2012, les consommateurs auraient payé 225 euros de trop par ménage.

Ce que cette magouille comptable a coûté aux communes et à l'État, on ne le sait pas exactement, mais rappelons qu'en 2012, Electrabel avait réalisé un bénéfice record de 1,2 milliard d'euros et payé 1,05% d'impôt.

Plusieurs politiciens s'offusquent aujourd'hui et demandent plus de transparence mais aucun ne réclame la fin du secret commercial et bancaire.

C'est le monde du travail qui devra imposer ces mesures et pas seulement dans le secteur de l'énergie car ces tours de passe-passe comptables entre filiales sont monnaie courante dans toutes les multinationales.



Conduites de gaz ?  
...ou conduites de profits ?

### Athènes : les conséquences de la cure d'austérité

D'après la société de distribution de gaz EPA, près de la moitié des immeubles d'Athènes (44%) ne sont pas chauffés cet hiver. Les immeubles anciens sont souvent équipés de chauffage central au mazout. En raison de la chute catastrophique du niveau de vie, les copropriétaires ont été amenés à renoncer à cette dépense et ont eu tendance à remplacer le mazout par le chauffage au bois. Résultat : la pollution atmosphérique dans les grandes villes a augmenté dangereusement.

C'est la triple peine : ruinés, sans chauffage ou asphyxiés, les travailleurs grecs paient au prix fort le gâchis capitaliste.

### L'État belge au service des multinationales

Une quarantaine de multinationales basées en Belgique bénéficient d'un service particulier auprès du fisc : le « ruling ». Ce service leur permet de

faire évaluer le montant de l'impôt sur une opération future et de déterminer leur stratégie en fonction de ce qui leur rapportera le plus.

Les employés du fisc se retrouvent à participer à l'ingénierie fiscale de ces multinationales... en toute légalité, bien sûr!

Qui sommes nous

*Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.*

*Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.*

*Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.*

*Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.*

*De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Proletaires de tous les pays, unissez-vous !*

*Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.*

*Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.*

### Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à [contact@lutte-ouvriere.be](mailto:contact@lutte-ouvriere.be),

ou par téléphone au **0479-44.81.52**

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

### Site internet :

<http://www.lutte-ouvriere.be>

### Abonnements:

**Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)**  
**Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)**

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte  
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1  
avec la mention : abonnement VdT  
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à [contact@lutte-ouvriere.be](mailto:contact@lutte-ouvriere.be))

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

## Contre la politique du patronat, il faut préparer les luttes de demain

Dans le monde des politiciens, les bagarres de bac à sable autour des premières places sur les listes électorales vont sur leur fin. Les dirigeants des partis socialistes sont passés au mode des promesses électorales et sortent des solutions miracles de leur chapeau : Magnette promet un job à chaque jeune 18 mois après la fin de l'école. Johan Vande Lanotte promet une augmentation des salaires modérés tous les deux ans, qu'il veut financer en obligeant les riches à payer leurs impôts.

Voilà pour le décor féérique à destination des électeurs qui voudraient encore croire au Père Noël.

Mais peu importe de quels partis il sera composé, le programme du futur gouvernement est déjà écrit. Luc Coene, gouverneur de la banque nationale, l'a présenté mercredi passé. Et c'est simple : point 1 : encore plus d'austérité. Et point 2 : baisses des salaires. Sous des allures qui se veulent scientifiques et « neutres », il reprend exactement les axes du programme que défendent toutes les organisations patronales.

Et on sait déjà que c'est ce programme-là qui va être appliqué par les partis socialistes, chrétiens, humanistes, libéraux, écologistes ou nationalistes qui seront au gouvernement. L'emballage changera peut-être, mais derrière l'emballage, le programme reste le même : celui du patronat.

Oui, les capitalistes peuvent compter sur les partis au gouvernement pour appliquer leur programme : faire payer les travailleurs pour rembourser une dette qui est celle des capitalistes, intensifier l'exploitation pour augmenter leurs profits.

Les travailleurs de leur côté ne peuvent attendre aucun mieux, tant qu'ils ne se donnent pas comme objectif de réduire les profits des capitalistes. Les profits actuels comme ceux accumulés toutes ces années par les grandes fortunes.

Il n'y aura pas création d'emplois sans prendre sur les profits pour répartir le travail entre tous avec maintien des salaires, quitte à interdire les licenciements sous peine de réquisition !

Sans obliger les capitalistes à réduire leurs profits pour augmenter les salaires, les salaires ne peuvent que baisser.

Et sans obliger les capitalistes à rembourser leur dette eux-mêmes en prenant sur leurs fortunes, l'austérité, les suppressions d'emplois dans les services publics, les licenciements dans les communes, la dégradation de l'enseignement, des soins de santé... ne peuvent que continuer.

Il ne suffira pas de voter pour cela. Ce ne sont pas les élus au parlement, même s'ils en avaient la volonté, qui auraient la capacité d'imposer aux capitalistes de réduire leurs profits pour pouvoir prendre ne fut-ce que ces mesures d'urgence contre le chômage et la misère. La seule force capable de contraindre les capitalistes à sacrifier au moins une partie de leurs profits, c'est la classe des travailleurs mobilisée et déterminée à défendre ses intérêts.

Ces luttes, on ne les verra peut-être pas d'ici le 25 mai. Et cela d'autant moins que les travailleurs ne peuvent pas compter sur les directions syndicales pour opposer à la politique du patronat un véritable programme de défense des travailleurs. Car les dirigeants syndicaux sont du même monde que les politiciens au service du patronat, ou aspirent à y entrer, ce qui se mesure encore en ce moment où des places leur sont réservées sur les listes électorales des partis de gouvernement. Ces appareils syndicaux ne peuvent que freiner les luttes quand les travailleurs voudront aller plus loin que ces limites, comme ils l'ont fait lors des grèves de 60-61 et dans tous les mouvements importants depuis.

Oui, le patronat et les gouvernements ont beaucoup d'atouts dans leurs manches et peuvent payer beaucoup de personnel, dans les ministères, dans les allées du pouvoir, dans les médias et jusque dans les organisations syndicales, pour tromper et désarmer les travailleurs.

Mais la colère finira par éclater. Et c'est pour ça que dans les luttes de demain, il faudra que les travailleurs se donnent leurs propres organes de direction des luttes, élus et révocables à tout moment, sans privilège, liés et redevables uniquement aux travailleurs en lutte.

Face à des travailleurs conscients, ne comptant que sur eux-mêmes et organisés de façon démocratique, le patronat et ses défenseurs seront impuissants.

## Aucun licenciement n'est justifié !

Syndicats et représentants patronaux ont négocié « dans un véritable marathon de négociation » paraît-il, l'obligation de justifier le licenciement d'un employé.

Jusqu'à présent, cette « obligation » n'existait que pour les ouvriers.

Le nombre record d'ouvriers licenciés ces dernières années en dit long sur la « protection » que cette obligation de justification procurera aux employés.

C'est en considérant d'office qu'aucun licenciement

n'est justifié, avant d'avoir vérifié eux-mêmes les comptes de l'entreprise, de ses propriétaires et de leur famille, que les travailleurs – employés et ouvriers – se donneront les moyens de faire cesser les licenciements.

Il faut que les fortunes accumulées par les propriétaires et les actionnaires servent d'abord à payer les salaires. Il n'y a pas d'autre solution pour éviter que le chômage et la misère s'accroissent.

### Ouvrier ? Employé ? Les patrons proposent le statut unique... d'intérimaire

Depuis l'introduction du « statut unique » censé supprimer la différence entre employés et ouvriers, le nombre d'embauches sous contrat intérimaire a augmenté de façon significative. Les patrons remplacent ainsi la période d'essai de six mois supprimée pour les employés... et contournent le préavis devenu un peu plus long des ouvriers.

Cela montre en tout cas une chose : ni ouvriers, ni employés n'ont à attendre quoi que ce soit des négociations menées derrière les portes closes entre patrons et directions syndicales. C'est la lutte de tous les travailleurs sous tous les statuts qu'il faut pour imposer l'interdiction des licenciements et l'embauche en CDI de tous les travailleurs précaires.

### Frapper les chômeurs ou combattre le chômage ?

D'après les estimations de la FGTB, début 2015, 50.000 personnes vont perdre leurs allocations de chômage suite aux mesures du gouvernement Di Rupo qui limitent à deux ans les allocations de chômage pour les personnes n'ayant jamais eu de salaire, avant tout des jeunes et des femmes.

Les gouvernements au service des capitalistes sont juste capables de frapper les victimes du chômage. Pour obliger les patrons et l'État à embaucher ou réembaucher dans les services publics, il faudra le pouvoir des luttes ouvrières !

### Parler de l'emploi et baisser les salaires ?

Pour éradiquer le chômage en Wallonie, il suffirait que chaque entreprise embauche deux travailleurs de plus, a calculé le président du PS et bourgmestre de Charleroi, Paul Magnette.

C'est sûr que c'est plus facile de jouer avec sa calculette que d'empêcher Caterpillar de supprimer 1400 emplois. A moins que Magnette n'ait fait cette démonstration de ses capacités mathématiques pour justifier la baisse des salaires de 20% que réclament les patrons des PME...

### La NVA réchauffe les plats d'hier



Lors de son congrès du dimanche 2 février, la NVA a mis en avant ses priorités pour le prochain gouvernement : encore plus de cadeaux pour les patrons sur le dos de la sécurité sociale et la limitation de toutes les allocations de chômage à deux ans.

Quand le chômage touchait surtout la Wallonie, De Wever et ses acolytes ont pu faire croire qu'ils ne mettaient en cause que les chômeurs wallons.

Aujourd'hui, plus de doute pour les travailleurs en Flandre, qui ne sont pas plus à l'abri des plans de licenciement des Opel, Ford, Bekaert,... que les travailleurs en Wallonie : De Wever fera la même chose que les gouvernements précédents – en pire !

Les seuls Flamands qu'il ait jamais défendus (en dehors de sa propre personne) ce sont les patrons, jamais les travailleurs !

### Pas assez de places pour les sans-abris

Malgré la loi prévoyant que les SDF puissent être logés l'hiver, de nombreux sans-abris dorment dans la rue à Bruxelles car il n'y a pas assez de lits à leur disposition. Le Samusocial se voit ainsi contraint de refuser entre



100 et 200 personnes selon les jours malgré le froid.

Pour remédier au manque de place, la Région a décidé de débloquer 500 000 euros, pour finalement n'en verser que 100 000 au Samusocial, le reste sera débloqué après un appel d'offre !

Comme le fait remarquer le Samusocial, la moindre des choses aurait été d'organiser cet appel d'offre avant l'hiver. La Région et le Fédéral se renvoient la balle, mais en attendant des dizaines de personnes auront encore passé des nuits dehors !

## Sciemment

Ce sont les CPAS des communes qui seront priés d'aider à survivre ces dizaines de milliers de personnes à qui le patronat refuse même une première embauche, quand le gouvernement leur supprime l'allocation de chômage.

Les mêmes CPAS des mêmes communes qui sont aujourd'hui en train de licencier pour combler les pertes financières suite à la débâcle de Dexia...

Mais comme dit un chant révolutionnaire du 19ème siècle : « Et gare ! à la revanche, quand tous les pauvres s'y mettront ».

## Devenir la génération « chèques-travail » ?

Après les stages d'insertion à 200 euros par mois, la ministre de l'emploi, Monica De Coninck (SPA), propose un système de « chèques travail » inspiré du système des titres service pour les jeunes non diplômés. Ce système permettrait aux patrons d'embaucher les jeunes sans diplôme moyennant ce chèque au prix de 10 € l'heure. Une nouvelle façon de livrer les jeunes en chair à exploiter prête à l'emploi aux patrons, donc. Quant à savoir si cela créera des emplois, le commentaire du représentant patronal a été clair : avec les 120 types de contrats aidés déjà existants, il ne voyait pas ce que celui-ci apporterait de plus...

En temps de crise, quand les patrons augmentent leurs profits en faisant faire le même travail par moins de travailleurs, ils n'embaucheront que lorsqu'ils y seront contraints par la lutte collective des travailleurs.

## Contrôler les comptes des patrons... pas les jeunes !

L'ONEM contrôlera dorénavant les jeunes qui sont en « stage d'insertion » et ne touchent donc pas encore d'allocation. Si lors du contrôle il est estimé que le jeune ne cherche pas assez de travail, il ne pourra pas toucher d'allocation quand il y aura droit.

Le seul effet de ces mesures sera de repousser la date d'octroi d'allocation et de mettre des milliers de jeunes dans une situation désespérée, à la merci de contrats précaires et de salaires au rabais !

L'avenir des travailleurs dans le capitalisme si on laisse faire : pauvre en travaillant.

Echos des entreprises

## Audi / VW - Forest

### Pas de raison de dire merci !

A la mi-février, les médias ont fait des louanges à Audi qui annoncerait la production d'un nouveau modèle. Soulignant la chance des ouvriers de cette usine de ne pas être licenciés et de travailler dans une entreprise qui a même embauché quelques intérimaires ces dernières années. Voilà à quoi le patronat, et les journalistes à son service, voudraient voir se résigner les travailleurs : accepter tout, pourvu de garder son travail.

A l'usine cependant, aucune nouvelle de ce nouveau modèle. Il est juste question d'une version sport de la A1 pour maintenir ses ventes en fin de cycle commercial.

Par contre, les négociations continuent : plus de flexibilité? 40 heures, payées 35 ? prime ou pas prime ? Ou encore licenciable en cas de maladie ? Et rien ne garantit qu'il n'y ait pas de suppressions de poste.

Alors, difficile de se réjouir autant que les journalistes et les responsables syndicaux interviewés...

## Il n'y a pas de multiplication miraculeuse !

Quand la FGTB affirme que 50.000 chômeurs vont être exclus des allocations de chômage en 2015, l'ONEM conteste ce chiffre... en prétendant que l'exclusion ne concerne « que » 27.500 personnes.

Mais où sont les emplois auxquels pourraient prétendre ces dizaines de milliers de chômeurs ? Home Market ? Makro ? Saint-Gobain ? Pourtant il y a des chiffres que l'ONEM ne conteste pas, puisque ce sont les siens. C'est que dans chaque commune populaire du pays, il y a déjà plusieurs dizaines de candidats pour chaque place qui se présente. Alors comment ces chômeurs supplémentaires pourraient-ils trouver du travail ?

## Les rois des temps modernes

« Les 85 personnes les plus riches du monde possèdent autant que les 3,5 milliards de personnes les plus pauvres », c'est-à-dire la moitié de l'humanité, a noté un rapport de l'ONG Oxfam.

Ces 85 milliardaires sont connus, ce sont des personnes en chair et en os. Et plus la crise s'approfondit, plus les gouvernements appliquent l'austérité pour les travailleurs et les populations, plus leur fortune devient impressionnante.

Leur cupidité finira par provoquer l'explosion sociale qui signifiera leur fin.



## Quels profiteurs ?

Un des points mis sur la table de la négociation par la direction c'est ce qu'elle appelle « la lutte contre les profiteurs ». Pour elle, les profiteurs ne sont pas les actionnaires, mais des travailleurs trop souvent malades à son goût.

C'est vrai que de toucher des millions de dividendes d'actions, ça rend rarement malade... pas comme les mauvaises conditions de travail et les salaires trop faibles qu'on subit...

## Grève dans les Services d'Aide à la Jeunesse

Les SAJ (Service d'Aide à la Jeunesse) et SPJ (Service de Protection Judiciaire) de la fédération Wallonie-Bruxelles sont en grève depuis le 17 janvier pour protester contre le manque de moyens et la surcharge de travail.

Ces services ont pour rôle d'aider les mineurs en danger et de trouver des solutions pour ceux ayant commis des infractions. L'augmentation de la pauvreté des familles et les problèmes de logement ne font qu'augmenter le nombre de problèmes que les SAJ ont à résoudre mais les moyens manquent pour y répondre. Et les coupes budgétaires allant jusqu'à 75% annoncées par la ministre Huytebroeck dans l'accueil familial d'urgence ne peuvent que faire craindre que la situation empire. Les travailleurs des SAJ et SPJ ont raison de réclamer plus de moyens !

Les gouvernements qui sont capables de trouver des milliards pour les banques et pour faire des cadeaux fiscaux aux patrons, réduisent d'autant les services les plus utiles à la population.

## Payer son médicament deux fois, c'est bon pour la santé... des actionnaires.

Le gouvernement a voté un nouveau train de mesures en faveur de l'industrie pharmaceutique.

Un représentant de la branche a déclaré : « Le gouvernement a décidé d'augmenter les déductions fiscales de 75 à 80 %, ce qui signifie en fait une réduction de 20 000 euros par chercheur ! Et quand on sait que dans le secteur on emploie environ une dizaine de milliers de chercheurs, vous vous rendez-compte de l'importance de cette mesure ». Oui,

cela fait 200 millions d'euros que l'État ira chercher dans nos poches.

Mais ce n'est pas le seul cadeau, il y a aussi la déductibilité à 80 % des revenus des brevets déposés en Belgique, le maintien des intérêts notionnels, ou encore le raccourcissement des délais de mise sur le marché de certains médicaments.

Tout ça sans aucune contrainte sur les prix de vente des médicaments. L'industrie pharmaceutique pourra



continuer à vider les caisses de la sécurité et les poches des patients sans entrave.

### Médicament : une pénurie organisée pour le profit

L'association des pharmaciens belges s'alarme des pénuries de médicaments, dont certains sont d'une importance vitale pour les patients. Effectivement, les grands groupes pharmaceutiques limitent leur production en imposant des quotas par pays, leurs profits dépendant du niveau de remboursement par la sécurité sociale.

Par appât du gain... ou par nécessité, des circuits d'approvisionnement parallèles se mettent en place, et c'est pour protéger leur racket que les firmes pharmaceutiques imposent ces quotas, au péril de la santé des malades.

Une preuve de plus que le secteur de la santé et de la production de médicaments ne devraient pas être laissés entre les mains des capitalistes.

### Des économies sur les plus petits

La sécurité sociale envisage de ne plus rembourser le monitoring cardio-respiratoire à domicile pour les bébés à risque. Ce monitoring sert à surveiller le sommeil des enfants pour lesquels on craint la mort subite du nourrisson.

Des pédiatres dénoncent ces économies qui pousseront une partie des parents à payer des installations coûteuses, tandis que les plus pauvres ne pourront y avoir accès, ce qui risque d'entraîner la mort d'enfants.

Encore une preuve de la barbarie capitaliste, qui au nom de l'argent veut retirer les moyens de bien soigner les plus petits et les plus faibles.

## Pour le droit de mourir... et de vivre dans la dignité

La Chambre a voté une loi qui élargit le droit à l'euthanasie à des mineurs, sous certaines conditions. C'est un soulagement pour tous ceux qui sont confrontés à la souffrance d'un enfant agonisant pendant de longs mois sans espoir

de guérison. Et c'est une bonne chose.

Mais il ne faudra pas oublier qu'avant le droit de mourir dans la dignité, il y a celui de vivre dans la dignité, et cela nécessite notamment d'avoir accès à toutes les thérapies

disponibles en cas de maladie, quels que soient les moyens financiers dont on dispose. Et là, les décisions des gouvernements et de la Chambre de ces dernières années ne vont pas dans le bon sens !

## Les attaques contre les droits des femmes sont des attaques contre toute la classe ouvrière !

En Espagne, le gouvernement du Parti populaire, le parti de la droite au pouvoir, veut imposer l'annulation de la loi autorisant l'avortement. Interdit et puni comme un crime sous la dictature franquiste (de 1939 à 1977), c'est par la lutte que les femmes ont gagné ce droit de décider elles-mêmes de leur corps et de leurs grossesses. En Belgique, ce n'est qu'en 1990, et contre l'avis du Roi qui a dû être déclaré en « incapacité morale de régner » pendant deux jours, que l'avortement a été dépenalisé.

L'actualité en Espagne montre que les droits et les libertés acquis par des luttes importantes et de longue durée peuvent être remis en cause à tout moment, les droits des femmes, comme ceux des travailleurs dans leur ensemble. Et elle rappelle que l'oppression et l'obscurantisme ne frappent pas seulement les femmes dans les pays lointains, mais qu'ils restent à combattre ici même.

Ainsi, on voit l'archevêque Leonard soutenir les manifestations contre le droit à l'avortement et en général prendre position contre tout ce qui représenterait un progrès social. Ce défenseur de la vie avant la naissance, de même que l'organisation religieuse qu'il représente, n'a cependant aucun problème pour refuser à des millions de personnes déjà nées le droit de protéger leur vie contre le sida en utilisant des préservatifs. On n'entend jamais les opposants au droit à l'avortement s'émouvoir du fait qu'en Belgique, une femme sur sept est victime de violences conjugales et que tous les trois jours une femme en décède. On ne

les entend pas dénoncer que rien qu'en Belgique, plus de 10 femmes sont victimes de viol par jour ! Et bien sûr, le fait que dans le monde, une femme meurt toutes les neuf minutes des suites d'un avortement pratiqué dans des conditions dangereuses, parce qu'illégal, les laisse complètement de glace.

Car l'enjeu du droit à l'avortement n'est pas la protection de la vie. C'est la soumission des femmes, et la soumission des exploités et opprimés en général. C'est faire accepter aux femmes le principe que ce n'est pas à elles de décider, mais que l'homme, et derrière l'homme, l'État avec ses lois, doivent décider à sa place, fut-ce que contre ses propres intérêts.

Mais gare aux hommes qui penseraient que cela ne les concerne pas, voire qu'ils auraient quelque chose à y gagner !

Il n'est pas anodin que ces courants réactionnaires reviennent en force aujourd'hui. Dans la crise, les capitalistes, pour leurs profits, sont occupés à renvoyer le monde du travail et toute la société au siècle passé. A commencer par les conditions de travail et de salaire, en passant par les droits syndicaux et la sécurité sociale censée garantir aux travailleurs une pension, l'accès aux soins de santé, ou encore l'accès à l'enseignement. Ce sont là aussi, des décennies de lutte de la classe ouvrière qui sont en train d'être anéanties.

Tous ces courants voulant rétablir les « valeurs morales » des siècles passés sont les alliés naturels du patronat dans la guerre

de classe qu'il mène au monde du travail. Ces courants réactionnaires regrettent l'époque où le prêtre, allié du patron, pesait contre les révoltes et prônait la soumission dans les usines et dans la jeunesse.

C'est aussi pour cela qu'il n'y a rien de surprenant de les voir faire cause commune avec les courants xénophobes et d'extrême-droite, et – sur ce terrain – avec des courants réactionnaires portés par les autres religions, comme lors des manifestations récentes en France.

Aux travailleurs, ces courants proposent tous la même chose : accepter docilement la dictature des capitalistes, le chômage, l'exploitation, perdre sa santé dans les cadences infernales, être disponible y compris le week-end. Dire toujours oui au patron, le maître au pouvoir incontesté.

Après, cela ne leur pose aucun problème que la colère et la frustration se tournent contre les femmes ou encore les exploités d'autres origines. Les travailleurs conscients se doivent de refuser de se laisser ainsi abaisser aux comportements des oppresseurs, sachant qu'un homme qui opprime un autre être humain ne peut pas être un homme libre.

C'est pour cela que la lutte des femmes contre la double oppression qu'elles subissent – celle d'une société patriarcale, et celle de l'exploitation capitaliste – a toujours occupée une place importante dans le mouvement ouvrier, tout comme le refus du racisme. C'est une condition essentielle pour construire l'unité dont les travailleurs ont besoin face à leurs exploités.

## Secteur du verre : il y a urgence à mettre les licenciés sous contrôle !

Près de 2 000 emplois directs et indirects vont être supprimés par les groupes verriers AGC (Roux) et Saint-Gobain (Auvélais).

Les raisons invoquées sont toujours les mêmes : la concurrence des pays à bas salaires, la crise, etc. Par contre ces patrons restent

discrets sur la guerre commerciale que livre Saint-Gobain pour écraser ses concurrents en diminuant momentanément ses prix, guerre qui se fait sur le dos des travailleurs du groupe, comme à Auvélais.

Les travailleurs font toujours les frais des guerres commerciales que



se livrent les capitalistes. Jusqu'à ce que les travailleurs s'organisent contre leurs exploités !

### Ils sèment la tempête

A côté de psychologues et d'une ambulance, la direction d'ArcelorMittal a fait appel aux services d'une société de sécurité privée, bien qu'elle ait fait appeler les travailleurs un par un, pour leur annoncer leur licenciement ou, pour certains, leur reclassement.

Comme quoi, même défaits et trahis par les dirigeants des syndicats, les travailleurs font peur aux patrons. Et ils ont raison d'avoir peur ! La colère que le patronat sème aujourd'hui, finira par lui éclater à la figure. Tôt ou tard, la classe ouvrière relèvera la tête, et alors ni les services de sécurité, ni les psychologues ne sauront le sauver.

### Les patrons ont leurs revendications, ayons les nôtres !

Jean-François Heris, le président de l'Union Wallonne des Entreprises, qui est aussi à la tête d'AGC, voudrait une baisse de 20% des coûts salariaux dans les activités de production et dans le bâtiment. Les « coûts salariaux », ce sont nos salaires ! Pas question d'y toucher ! Ce ne sont pas nos salaires qui coûtent cher, ce sont leurs profits !

Prendre sur les profits pour augmenter les salaires de ceux qui créent les richesses, voilà la solution !

### Les salaires de Home Market délocalisés vers une famille d'Estaimpuis !

Les 41 magasins Home Market du pays vont être fermés, entraînant la perte de 300 emplois. Une décision qui vise uniquement à augmenter la richesse de son propriétaire, le groupe français Saint-Maclou, le principal actionnaire de ce groupe étant la famille Mulliez qui possède aussi les Auchan, Décathlon, etc.

Les Mulliez se sont établis en Belgique pour payer moins d'impôts. Malgré toutes les faveurs fiscales accordées, tous les sacrifices imposés aux populations, les capitalistes ne cessent de supprimer des emplois pour accroître leurs profits.

C'est pour cela que les travailleurs ne peuvent se défendre qu'en imposant l'interdiction des licenciements et le contrôle des comptes des entreprises.

### ING: améliorons les profits ?

ING vient d'annoncer 300 licenciements aux Pays-bas, une centaine en Belgique... et un bénéfice de 3,26 milliards pour l'année 2013. Au total, depuis 2012, ING aura supprimé 4100 postes dont 1100 en Belgique.

3,26 milliards c'est le salaire de 4100 personnes pendant 20 ans.

« Améliorons la banque », dit ING... qui améliore ses profits avec les salaires des employés.

### CBR - Harmignies : il faut imposer l'interdiction des licenciements !

HeidelbergCement annonce la fermeture de la carrière CBR d'Harmignies et la suppression de 97 emplois. Parmi les prétextes invoqués par le groupe se trouve "l'absence d'une voie ferrée à proximité". N'importe qui peut, sur internet, constater qu'une voie ferrée passe au pied de la cimenterie. Elle est désaffectée depuis 2009, car la direction a préféré l'expédition par camions et obtenu d'ailleurs de coûteux aménagements de la voirie payés par la Région wallonne.

La véritable raison de la fermeture du site est que, après plusieurs années exceptionnelles, le groupe Heidelberg

anticipe un recul de la consommation de ciment en raison de la crise. Les profits amassés ont permis à HeidelbergCement de racheter son concurrent Cimescaut et l'usine Espabel à Gand. Le groupe continue par ailleurs à bénéficier d'importantes commandes de la part de la Région wallonne, comme pour l'écluse de Lanhay.

Les dividendes des actionnaires sont sous protection des patrons, aidés par les pouvoirs publics. Les travailleurs, eux, ne pourront protéger leurs emplois qu'en imposant l'interdiction des licenciements et le contrôle des comptes des entreprises, pour voir où part l'argent généré par leur travail !

### Un gaspillage inacceptable !

Caterpillar a annoncé que la restructuration avec la suppression de 1400 postes à l'usine de Gosselies lui « coûterait » 220 millions d'euros. Un montant que le ministre wallon de l'économie, Jean-Claude Marcourt, a trouvé « plutôt normal ». Comme il trouve sans doute « normal » que 1400 familles perdent leur revenu.

C'est aux travailleurs et à la population de toute la région que coûte cette restructuration, et ce n'est pour eux ni « normal » ni acceptable !